



**La répression policière du mouvement social  
sur les retraites ne cesse de s'amplifier !  
Une brutalité insupportable qui se conjugue  
à un déni de démocratie scandaleux !  
Nous demandons la libération  
immédiate de nos deux camarades !**

Ce matin des salariés de différentes professions sont venus à la rencontre des agents de la mairie de Paris du site d'enlèvement des ordures ménagères d'Aubervilliers. Ils s'étaient regroupés de façon totalement pacifiques pour distribuer des tracts et argumenter sur la régression sociale que porte le projet Macron sur les retraites. De simples travailleurs-e- qui défendent l'idée de progrès social ont été brutalisé-e-s et deux emmené-e-s au commissariat.

La France est animée depuis plusieurs mois par de multiples initiatives de mobilisation contre un projet rejeté majoritairement par l'opinion publique, les organisations syndicales et vertement critiqué par les différentes caisses de retraites et même la plus haute des institutions, le Conseil d'Etat !

Face à ce terrible camouflet infligé au gouvernement et à l'enracinement d'une profonde crise sociale dans le pays, le pouvoir s'enferme dans une logique répressive tout azimut à l'encontre des jeunes, des étudiants, des syndicalistes, des salariés ! il faut que cette dérive cesse !

Le gouvernement porte la responsabilité d'une mise sous tension dangereuse de la société. Il doit urgemment retirer ce projet rejeté de toute part et entendre les revendications de progrès social pour préserver et améliorer notre système de retraites solidaire intergénérationnel et interprofessionnel.

Nous demandons la libération immédiate du délégué syndical CGT et de l'enseignante chercheuse actuellement en garde à vue au commissariat d'Aubervilliers. Nous appelons au rassemblement devant le commissariat pour témoigner de notre détermination malgré cette répression et de notre solidarité envers nos deux camarades nouvelles victimes de la dérive autoritaire du gouvernement Macron.

*Bobigny le 7 février 2020*